



## CONSEIL NATIONAL des 15 et 16 juin 2019

### Résolution politique adoptée

Un cycle politique ouvert par les élections présidentielles vient donc de se refermer avec les élections européennes et les résultats électoraux. Ces résultats de l'élection constituent à l'évidence un revers, au regard des espoirs soulevés en 2017, de la très forte implication de nos militant.e.s et candidat.e.s pendant ces quelques six mois de campagne, et du bilan de notre groupe à l'Assemblée nationale. Certes, il faut relativiser notre déception, du fait de la nature même des élections européennes, et des résultats dans les autres pays. Toutefois, nous formons désormais l'une des principales composantes du groupe issu de la Gauche Unie Européenne, nos élu.e.s passant de 2 à 6. Ce résultat, nous devons le comprendre et l'analyser, pour passer à une nouvelle phase de la construction de la révolution citoyenne. Saluons la pugnacité de Manon Aubry et de l'ensemble des candidat.e.s et militant.e.s tout au long de la campagne et maintenant, de tou.te.s les député.e.s de combat qui seront présent.e.s au Parlement européen.

L'élection européenne s'inscrit dans un mouvement plus large du temps et de l'action politique, celui d'un cycle long avec des marqueurs qui doivent nous interroger : la contre-révolution libérale lancée par Margaret Thatcher il y a quarante ans, l'ancrage de la mondialisation qui affaiblit la puissance publique, le retour des extrêmes-droites et la montée de gouvernements autoritaires, la dégradation du rapport de forces entre le Capital et le Travail au détriment de ce dernier, les reculs idéologiques sur la conscience collective et la conscience de classe, la violence généralisée qu'elle soit policière ou institutionnelle, la montée des tensions sociales et identitaires, l'urgence écologique.

Malgré un regain de la participation, le fait marquant reste un fort désaveu voire un rejet des institutions européennes notamment pour les classes populaires. L'abstention massive reste de mise. Elle traduit un rapport de classe : alors que la participation s'élève à 65% dans le 5<sup>ème</sup> arrondissement de Paris elle avoisine les 25% dans nombre de quartiers populaires. Cette élection a toujours été difficile pour notre camp. Nous avons du mal à convaincre de se déplacer quand il s'agit de porter un discours critique des institutions : à quoi bon voter si cela ne sert à rien ? Nous savons bien nous-mêmes que la stratégie de Plan A/B de sortie des traités que nous avons initiée dans les sommets internationalistes du Plan B ne peut se réaliser au sein du Parlement européen mais par la conquête du pouvoir à l'échelle nationale. La forfaiture de 2005, ici aussi, compte encore beaucoup. De plus, la forte mobilisation sociale avec les Gilets Jaunes ne trouvait pas de débouchés évidents à leurs revendications dans ce cadre, surtout quand Macron, avec la complicité des médias, a réussi à installer un duo avec Le Pen, censé traduire un vote pour ou contre l'Europe. Et l'effondrement de LR cache une mutation de la droite qui a trouvé en Macron son nouveau chef.

La hargne du système politico-médiatique contre nous a atteint un niveau inédit. La répression policière contre nous aurait dû inquiéter tous les défenseurs des libertés publiques. Elle a été transformée en attaque systématique de la personne de Jean-Luc Mélenchon. Les médias ont mis en scène les déçu.e.s de la liste et l'épisode le plus abject a été le véritable procès en antisémitisme. Nous, qui sommes républicains, laïques, antiracistes et antifascistes. Quelle infâmie ! Pour masquer la répression policière brutale et inédite, les éditocrates voulaient nous faire porter un discours de violence pendant le mouvement des Gilets Jaunes. Le contexte européen nous rappelle bien que le système préfère l'extrême droite à nos radicalités concrètes et alternatives.

Néanmoins, cette élection a confirmé la prise de conscience écologique. C'est une bonne nouvelle. Pour bien des électeurs.trices, le vote écologique s'est incarné dans le bulletin EELV même si le niveau du score d'EELV n'est pas nouveau pour cette formation aux européennes. Il capte en partie la volonté de prendre en compte l'urgence écologique, de la part de celles et ceux qui s'expriment. Il faudra convaincre maintenant de la duplicité d'un mouvement qui entend concilier écologie et économie de marché, écologie et manœuvres électoralistes au Parlement. Notre tâche est d'offrir un débouché politique à la jeunesse qui se mobilise dans les Marches pour le Climat et se radicalise dans la désobéissance civile non violente.

Malgré une campagne de terrain, de longue haleine, nous n'avons pas su faire converger le mouvement social et l'aspiration écologique. Cela reste un enjeu majeur : incarner l'écologie populaire et l'élan porté par les Gilets Jaunes, allier la nécessaire transition écologique urgente avec les revendications sociales immédiates. Cette articulation ne sera possible que si le grand nombre a voix au chapitre, c'est-à-dire à la condition d'une refondation démocratique et d'une implication citoyenne à la hauteur des attentes et des enjeux : une Constituante pour une 6<sup>ème</sup> République, incluant le RIC. Aucune force politique ne l'a fait, et la France insoumise reste le seul mouvement à vouloir et à pouvoir porter ces ambitions. Cette difficulté stratégique est à la hauteur des enjeux civilisationnels et politiques du moment. LFI veut incarner une alternative politique, sociale et culturelle au capitalisme productiviste et à la 5<sup>ème</sup> République, par la souveraineté du peuple, l'écologie populaire, l'indépendantisme et la paix.

Nous avons des acquis importants. La campagne présidentielle de 2017 de Jean-Luc Mélenchon nous a placés en responsabilité d'être leaders dans l'alternative sociale, écologique et républicaine au système. Nous avons un socle programmatique fort, avec *l'Avenir en Commun*, les 40 livrets thématiques et les contre-propositions déposées par notre groupe. Nous devons néanmoins poursuivre l'approfondissement programmatique de *l'Avenir En Commun* : après les rapports du GIEC, sur la biodiversité, la nécessaire décroissance de certaines activités s'impose et doit se traduire en nouvelles radicalités concrètes. Il est nécessaire aussi d'actualiser nos 18 thèses sur l'écocosocialisme au regard des enjeux nouveaux, avec de nouvelles Assises. Les ateliers des lois et des directives amorcent une implication citoyenne dans l'élaboration des règles communes. Il nous reste cependant à poursuivre la transformation de notre mouvement tant dans ses pratiques militantes (par l'éducation populaire) que dans son organisation pour une meilleure structuration collective au service de l'action.

La France insoumise doit trouver les formes d'un mouvement structuré et ouvert en permanence à l'implication citoyenne, qui est au cœur de l'idée de révolution citoyenne et de 6<sup>ème</sup> République, afin d'être à la hauteur des enjeux et des affrontements à venir. A partir de son expérience, de son programme écocosocialiste, de son réseau militant et de son implication dans nombre de luttes et son travail international, le Parti de Gauche entend contribuer à la réflexion, à la mutualisation des

expérimentations pour concilier débat et action, décisions et éducation populaire. Créons donc des pôles de pouvoir populaire dans les quartiers et sur les lieux de travail en lien avec les mouvements et syndicats qui luttent.

Le Parti de Gauche demeure plus que jamais pleinement engagé avec la France insoumise dans toutes les mobilisations sociales, de la défense des barrages hydroélectriques à la lutte contre la réforme Blanquer en passant par les mouvements aux urgences ou encore les fermetures d'usines comme Arjo Wiggins et bien sûr les Gilets Jaunes. La bataille politique pour le referendum contre la privatisation d'ADP sera cruciale dans l'expression de la souveraineté populaire.

L'articulation du travail des groupes parlementaires, des autres élu.e.s et des militant.e.s doit être renforcée. La prise en compte des débats est nécessaire dans un mouvement large et protéiforme : elle est à la fois le signe et la condition de sa vitalité. Elle doit être intégrée et régulée ; faute de quoi, les débats se mèneront publiquement, sous la pire forme qui soit sur les réseaux sociaux, et dans un univers médiatique non désintéressé, sous la forme de tribunes et d'appels divergents au moment où il s'agit de penser notre cohésion et notre cohérence.

La Convention de la France insoumise de Bordeaux a proposé de nouvelles articulations des structures de la France insoumise : espace politique, espace des luttes, pôle opérationnel, pôle programmatique des livrets, groupe parlementaire ainsi qu'un comité de respect des principes et de la charte des groupes d'action. Cette coordination politique, dont les représentant.e.s seraient clairement identifiables, est plus que nécessaire, elle doit se réunir de façon régulière. Les militant.e.s et élu.e.s du Parti de Gauche sont appelé.e.s à y prendre toute leur place, pour y être force de propositions, d'approfondissement du travail programmatique et de coordination des actions concrètes. Nous demandons également à ce que les actions des groupes d'action puissent se coordonner localement, de manière souple selon les besoins : ici à l'échelle départementale, là l'échelle communale pour coordonner des actions, permettre l'expression et la prise de parole du mouvement, être le lieu des assemblées et débats.

Le Parti de Gauche peut contribuer à la réflexion pour la mise en place de coordinations paritaires et appuyées sur les méthodes de l'éducation populaire. Pour cela, le PG réunira dorénavant son Conseil national en amont de toutes les conventions nationales et assemblées représentatives LFI pour élaborer une contribution du PG aux débats.

La France insoumise doit maintenant se saisir de l'objectif des élections municipales pour s'ancrer localement plus fortement et généraliser ses pratiques d'éducatrices populaires, d'auto-organisation, de désobéissances civiles afin de contribuer à l'émergence et au soutien de listes citoyennes. Ce faisant, il s'agit de préciser et de traduire concrètement l'idée de fédération populaire : donner voix aux revendications populaires d'égalité sociale, d'urgence écologique et d'aspiration démocratique, notamment portées par les Gilets Jaunes, avec le soutien de tou.te.s les citoyen.ne.s et organisations qui le souhaitent. Si l'axe central des présidentielles fut la conquête de la souveraineté populaire par la constituante pour une 6<sup>ème</sup> République comme levier pour répondre à l'urgence sociale et écologique, l'axe central des municipales doit également être la reconquête de la souveraineté populaire communale. Plus que jamais, aux citoyen.ne.s d'agir, d'exiger le contrôle des politiques menées en leur nom afin qu'elles répondent aux urgences écologique et sociale en résistant au carcan de l'austérité imposée et en s'émancipant de la finance et des intérêts privés.

La solution, c'est toujours le peuple. Notre tâche, contribuer à le fédérer.